

# INRA – CEMAGREF – CIRAD

## Recherches et expertises sur la multifonctionnalité de l'agriculture et des espaces ruraux

### **Intitulé du projet :**

Modèle de développement et identité des territoires dans les DOM insulaires (Réunion et Guadeloupe).

### **Résumé**

Le projet veut analyser en quoi la prise en compte de la multifonctionnalité contribue à la remise en cause les modèles de développement des DOM insulaires, plus particulièrement en Guadeloupe et à la Réunion, encore fortement basés sur la promotion d'une agriculture d'exportation. La recherche se concentrera sur la compréhension des représentations des acteurs institutionnels et individuels sur les fonctions de l'agriculture, les processus de négociation, la conception des références technico-économiques, l'impact des instruments de pilotage mis en place par la LOA (CTE). Il est attendu de la recherche une meilleure compréhension des impacts de la LOA, et des propositions pour mieux intégrer le secteur agricole au développement économique.

### **Disciplines concernées** (*classées par ordre d'importance dans le projet*)

Géographie, agronomie, anthropologie, économie institutionnelle et territoriale, sciences juridiques.

## Problématique du projet

Les DOM insulaires, de par leur situation géographique et leur histoire, ont des caractéristiques qui les différencient des autres départements français. La Réunion et la Guadeloupe, départements retenus pour cette recherche, n'échappent pas à cette règle. Les caractéristiques de l'agriculture dans les deux îles procèdent d'un processus historique marqué sur le long terme par l'économie de plantation et dans le passé récent par l'intégration à l'espace européen et la promotion de processus de développement régional. Dans les deux cas, l'activité agricole s'exerce dans un milieu écologique varié et fragile et un contexte socio-économique marqué par un fort niveau de soutien de la part de l'Etat français et de l'Europe, une place encore privilégiée accordée aux filières d'exportation, une dépendance alimentaire forte vis à vis de la métropole et l'importance de la pluriactivité.

Alors que le secteur agricole reste organisé autour de filières d'exportation : canne à sucre (dans les deux cas), banane (Guadeloupe) qui concentrent la grande majorité des aides publiques, il est fragilisé voire menacé par des évolutions majeures, d'origine interne – pression foncière accrue (tissu urbain, et réserves naturelles), coût du travail, développement de la grande et moyenne distribution approvisionnée par l'importation – ou externe, notamment la fin programmée des protocoles d'accords sur la canne et la banane. Le vif débat social, manifeste depuis de nombreuses années dans les deux départements, montre à l'évidence la difficulté de construction d'un consensus sur le modèle agricole à promouvoir. Deux grandes conceptions s'opposent : l'une donne priorité à une intégration forte avec la métropole et la régulation de la production à travers une politique d'exportation des produits agricoles et d'importation des denrées alimentaires ; l'autre défend un recentrage sur la région et l'orientation de la production vers la satisfaction de la demande locale. La première stratégie est portée essentiellement par l'administration et les agriculteurs spécialisés, l'autre par certaines organisations de producteurs et associations de consommateurs. Cette dernière stratégie est notamment à l'origine du développement de l'élevage à la Réunion (filiale lait et viande) dont les résultats économiques ont été remarquables.

C'est dans ce contexte qu'intervient la LOA de 1999 qui, même si la nécessité d'une reconnaissance des multiples fonctions de l'agriculture était déjà exprimée depuis plusieurs années (Hervey, 1993 ; Pisani & Groupe de Seillac, 1994), représente une rupture dans les logiques d'appui au développement. Comme en métropole, le rôle des structures professionnelles agricoles en place est prépondérante dans les premières phases de la mise en place du dispositif CTE (Leger, 2000). La logique de « territorialité intentionnelle » (Lajarge, 2000), ou celle de « projet de territoire » promue par la LOA émergent difficilement. Par ailleurs, d'autres instruments de gestion territoriale existent déjà (OGAF, chartes d'éco-développement en zone périphérique de parc) ou ont été mis en place de façon récente (SCOT), et posent le problème de leur articulation avec les CTE.

L'objectif du projet est de comprendre en quoi la reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture, par exemple ses fonctions environnementales et sociales dont les expressions sont particulièrement fortes dans les DOM insulaires, peut contribuer à la remise en cause des modèles de développement agricole et favoriser une meilleure articulation entre filière et territoire en dépassant les logiques sectorielles. Il prétend renforcer les opérations de recherches menées actuellement par le CIRAD et l'INRA à La Réunion et en Guadeloupe dans le cadre des CPER (Contrat de plan Etat – Région) et du Docup (Document Unique de Programmation). Les résultats devraient permettre d'alimenter le débat sur un thème fondamental pour l'avenir de l'agriculture dans les DOM.

L'hypothèse méthodologique retenue pour aborder cette question est que les représentations individuelles et collectives (Jodelet, 1998) des acteurs intervenant dans la définition et la mise en œuvre d'actions collectives expliquent les argumentaires mis en avant quant aux modèles de développement dans les cadres de négociation. Cette compréhension permet ensuite d'interpréter les résultats des négociations et les modalités de mise en œuvre. La différence marquée entre les

systèmes d'action (et donc selon notre hypothèse, entre les représentations) des deux îles renforce l'intérêt de leur comparaison.

Les hypothèses de travail, quant à elles, sont les suivantes :

1. L'application de la LOA et en particulier la mise en place des CTE a modifié :
  - les représentations des acteurs du développement agricole (agriculteurs, OPA, administratifs, chercheurs) du modèle de développement agricole et des systèmes techniques qui les sous-tendent.
  - les systèmes techniques, les systèmes d'activité et les systèmes d'action.
2. Les spécificités des DOM insulaires imposent des dispositifs d'intervention public adaptés pour le secteur rural.

### Questions et objets de recherche

Deux questions structurent la recherche :

1. En quoi l'application de la LOA et en particulier la mise en place des CTE, participe-t-elle à la remise en cause dans les DOM insulaires :
  - des logiques d'appui sectoriel et les modèles de développement sous-jacents ?
  - des conceptions des références techniques et des recommandations qui en découlent.

L'objectif est de comprendre en quoi la nouvelle LOA alimente le débat sur la place de l'agriculture dans la société locale. Suscite-t-elle une reconnaissance accrue de la diversité ? Induit-elle des changements dans les manières de penser, de collaborer et de construire les projets de développement agricoles ? Assiste-t-on à un renouvellement de l'identité et la place de la paysannerie (Zébus, 1999) et de l'exploitation agricole ? La pluriactivité, caractéristique structurelle des agricultures guadeloupéenne et réunionnaise, est encore souvent niée et opposée à l'agriculture dite professionnelle. La mise en place des CTE provoque-t-elle des changements par rapport à ces prises de position ? Comment est prise en compte la fonction environnementale ?

Une attention particulière sera portée sur l'intégration des processus de territorialisation des actions.

2. Comment améliorer l'efficacité (définition et mise en place) des instruments de pilotage, dans le cadre des politiques publiques, afin de mieux prendre en compte la multifonctionnalité de l'agriculture dans les DOM ?

Deux objets de recherche sont privilégiés ici :

1. La perception et la représentation des acteurs institutionnels et individuels sur : les atouts et les facteurs limitants de la situation insulaire de leur département, l'évolution de la situation, les fonctions non marchandes de l'agriculture, les modèles techniques les plus adaptés, le rôle des acteurs institutionnels.
2. L'impact des instruments de pilotage mis en place (CTE, SCOT) ou adaptés (OGAF, Chartes d'éco-développement, etc.) dans le cadre de la LOA.

## Méthodes mises en œuvre

1/ La première étape portera sur l'identification et l'analyse des représentations des acteurs sur la multifonctionnalité de l'agriculture. Des entretiens seront réalisés avec différents acteurs institutionnels ou individuels représentant la diversité aussi bien des situations agricoles que des idées sur le modèle économique à promouvoir. Parmi les acteurs institutionnels, il sera porté une attention particulière à ceux jouant un rôle actif dans la mise en place de la LOA (DAF, Chambre d'agriculture, syndicats agricoles, Fédération Régionale des Coopératives, CIVAM, groupements de producteurs, associations de développement). Les porteurs de projets seront systématiquement visités, ainsi qu'un grand nombre d'agriculteurs qu'ils soient concernés ou non par la mise en place des CTE. A partir d'une grille d'analyse commune aux deux îles, les techniques d'enquête et de traitement des informations retenues seront définies conformément aux méthodologies utilisées en sociologie pour l'analyse des représentations sociales (Rouquette et al, 1998 ; Vergès, 2001).

La recherche consistera à analyser les positions des personnes interrogées sur les aspects suivants : la place de l'agriculture dans le développement des deux îles, les attendus dans les champs technologique, social, environnemental, culturel et symbolique, économique, la compréhension et le rôle de l'outil CTE, les risques présagés, la pertinence des aides publiques pour favoriser la multifonctionnalité, etc.

Nous nous interrogerons aussi sur les représentations par les acteurs de la différenciation spatiale de la multifonctionnalité (Lardon *et al.*, 2001). En effet, il est possible que la multifonctionnalité de l'agriculture soit reconnue dans certaines zones (par exemple en zone périphérique de Parc National) alors qu'ailleurs, la seule fonction de production, pour l'exportation, soit encouragée.

2/ Une deuxième étape portera sur l'analyse des processus de concertation et de coordination. Les instances de décision régionales (CDOA) et locales (comité de pilotage CTE par exemple) constituent les cadres de concertation où se construisent les modalités opérationnelles de la mise en application de la LOA ; ce sont également le lieu où se confrontent les acteurs aux intérêts parfois divergents. L'objectif est de comprendre le niveau du débat collectif lors de la négociation de la mise en place du CTE, le jeu des alliances et les compromis élaborés. Les méthodes de recherche mobilisées porteront sur l'analyse des discours et des positions des participants et le dépouillement des compte-rendu de CDOA et de comités de pilotage CTE.

3/ la troisième étape aura trait à l'analyse des processus de construction des CTE au niveau des porteurs de projets. L'analyse portera sur les stratégies personnelles ou collectives (Yung & Zaslavsky, 1992) suivies dans la construction du projet (en particulier en matière de délimitation et de contrôle du territoire d'action, de sa définition en fonction du type d'action et des acteurs concernés), les méthodes employées pour réaliser le diagnostic, les formes de concertation, le cadre de négociation (existant ou *ad hoc*), les outils et les méthodes utilisés pour identifier les externalités à corriger ou au contraire à promouvoir, leur traduction dans le contrat-type en mesures concrètes, les comités de suivi ou de pilotage, la manière dont a été prise en compte la demande des agriculteurs et leur niveau de mobilisation, les jeux d'alliance et d'exclusion.

4/ La quatrième étape sera centrée sur la caractérisation des bénéficiaires de CTE et du recueil de leur analyse sur les performances de l'instrument. La caractérisation des bénéficiaires portera sur : le niveau de spécialisation des systèmes d'activités, le niveau et la structure du revenu, les projets, le niveau d'engagement dans les organisations professionnelles. L'analyse des points de vue des agriculteurs vis-à-vis des CTE portera sur : les conditions de mise en œuvre, le niveau de maîtrise, l'adaptation de l'outil à la situation du producteur, les retombées environnementales et socio-économiques, les changements de pratiques liés à la mise en place du CTE (Pech et Ruas, 1999), la perception quant aux perspectives de diffusion de l'outil, etc.

5/ La phase suivante traitera des modèles techniques sous-tendus par les représentations des acteurs. Il s'agira d'analyser avec les chercheurs et les conseillers impliqués dans la construction

des références techniques comment la reconnaissance du caractère multifonctionnel de l'agriculture a influé, influe et pourrait influencer la manière de concevoir les propositions techniques.

6/ La sixième étape portera sur l'analyse de l'articulation des CTE avec les autres instruments de planification locale et de gestion territoriale. L'analyse portera sur les relations entre activité agricole, gestion du foncier, gestion des ressources renouvelables et gestion des ressources naturelles, par l'étude des conditions de mise en œuvre et des conséquences de l'intégration de la LOA dans les domaines du droit foncier et du droit de l'environnement. Seront alors mis en exergue les processus d'évitement, de coordination et de concertation entre les acteurs concernés.

7/ La dernière étape est celle de la synthèse. Un atelier réunissant les chercheurs et les acteurs du développement des deux départements sera organisé pour comparer les résultats, les analyser, en tirer des enseignements communs sur l'impact de la LOA dans les DOM insulaires et les restituer auprès des acteurs institutionnels.

## Résultats attendus

Outre des publications scientifiques sur les thèmes abordés (représentations des acteurs, processus de concertation, adaptation des instruments de pilotage, renouveau des modèles agricoles), du compte-rendu des ateliers, cette action concertée de recherche devrait déboucher sur des propositions méthodologiques concrètes susceptibles d'améliorer la dimension territoriale des CTE, leur cohérence avec les autres outils de gestion territoriale et les processus de coordination entre les acteurs.

## Liens avec d'autres programmes ou actions incitatives en cours

Opérations de recherche du CIRAD et de l'INRA menées dans les cadre des CPER (Contrat de plan Etat-Région) et Docup en Guadeloupe et Réunion

### A la Réunion

Dans le cadre du Pôle Agriculture Durable, Environnement et Forêt :

- Aide à la décision pour la mise en œuvre des CTE. Financement CPER - PDR
- Accès au droit et articulation des outils juridiques pour la gestion des écosystèmes. Financement CPER - PDR
- Dynamique des espaces ruraux et impact sur les processus de développement local : conception préalable de systèmes d'informations adaptatifs pour les démarches participatives dans les Hauts de la Réunion. Financement : allocation de recherche doctorale CNRS/CIRAD Gestion des effluents d'élevage et des déchets organiques. Financement CPER-PDR

Dans le cadre du pôle Canne :

- Amélioration de la productivité et de l'environnement de la sole cannière<. Agronomie. Financement CPER-PDR.

Etude sur le thème « approche régionale de la multifonctionnalité de l'agriculture » commandé par la Direction des politiques Economiques et Internationales (DPEI) du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

### En Guadeloupe :

Amélioration de la durabilité des systèmes de production bananière en Guadeloupe. CIRAD FLHOR et TERA. Financement CPER axe Agriculture

Gestion des transferts (eau, sol, produits phytosanitaires et engrais) à l'échelle du bassin versant par l'activité agricole dans la zone bananière guadeloupéenne et dans le cadre d'une politique incitative. CIRAD FLHOR et TERA, INRA centre Antilles Guyane, Unité agropédoclimatique de la zone Caraïbe, INRA Centre de Montpellier. Financement CPER axe Environnement

Un outil d'aide à la décision publique : MICA, modèle de simulation de l'impact des politiques économiques sur l'offre agricole. UAG, INRA, CIRAD, financement CPER.

Usage raisonné des représentations spatiales comme objets intermédiaires dans des projets de développement participatif. Programme interdisciplinaire du CNRS, Société de l'Information, responsable scientifique : S. Lardon, INRA-SAD, associant des équipes de l'INRA, du CNRS, du CEMAGREF, du CIRAD, de l'ENGREF, l'ENITAC et d'Universités.

### Calendrier d'exécution

Le projet est programmé sur deux ans : 2002 et 2003

#### 2002 :

- Construction d'une grille d'analyse commune : Guadeloupe – La Réunion (2<sup>ème</sup> trimestre)
- Enquêtes sur les représentations des acteurs sur la multifonctionnalité et du processus de construction des CTE (2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres),
- analyse des processus de concertation (2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres).

#### 2003

- Premier atelier de restitution (1<sup>er</sup> trimestre),
- Enquête au niveau des porteurs de projets (1<sup>er</sup> trimestre),
- Enquête bénéficiaires de CTE (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestre),
- Analyse des modèles techniques (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestre)
- Analyse articulation CTE autres instruments de pilotage (3<sup>ème</sup> trimestre)
- Atelier de synthèse (4<sup>ème</sup> trimestre),
- Publication finale (4<sup>ème</sup> trimestre).

## Références bibliographiques citées

Hervieu B., 1993. *Les champs de futur*. Paris, Editions François Bourin, 172p.

Jodelet D. ; 1998. Les représentations sociales, PUF. coll. Sociologie.

Lajarge R., 2000. *Territorialités intentionnelles. Des projets à la création de Parcs Naturels Régionaux (Chartreuse et Monts d'Ardèche)*. Thèse de géographie, Université Joseph Fourier, Grenoble 1, Institut de Géographie Alpine, CERMOSEM, Laboratoire LAMA-TEO, 662p.

Lardon S., Maurel P., Piveteau V. (ed.), 2001. *Représentations spatiales et développement territorial*. Editions Hermès, 437p.

Leger F., 2000. *Mise en œuvre territoriale de la multifonctionnalité de l'agriculture dans un échantillon de projets collectifs CTE*. Communication au séminaire « Premiers regards sur la multifonctionnalité de l'agriculture au travers de la mise en place des CTE », CEMAGREF-INRA, 12-13 décembre 2000, Clermont-Ferrand, 13p.

Pech M., Ruas J.-F., 1999. Agri-environnement et comportement des agriculteurs. *Le courrier de l'environnement de l'INRA*, n° 36, 77-80.

Pisani E., Groupe de SEILLAC, 1994 . *Pour une agriculture marchande et ménagère*. Editions de l'Aube, 190p.

Rouquette M.L. ; Rateau P. ; 1998. Introduction à l'étude des représentations sociales. PUG. 1998.

Yung JM, Zaslavsky J., 1992. *Pour une prise en compte des stratégies des producteurs*. CIRAD SAR, collection « Documents Systèmes Agraires », n°18, 74p.

Vergès P. ; 2001. L'analyse des représentations sociales *in* revue française de sociologie ; 42-3, pp.537-561.

Zebus, M.F., 1999. Paysannerie et économie de plantation. Le cas de la Guadeloupe, 1848-1980. *Ruralia*, n°5, 55-83.

## **Coordonnées, qualifications et références des participants au projet (dont bibliographie)**

### **La Réunion**

**Piroux Marc**, CIRAD TERA, La Réunion, agronome. Responsable du PADEF (pôle agriculture durable, environnement et forêt)

- Piroux M., Guilluy D. ; 2000. *Les Contrats territoriaux d'exploitation. Compte-rendu de la mission en France métropolitaine. Eléments de proposition pour la Réunion*. CIRAD-TERA, 10/2000.

- Piroux M., Guilluy D. 2001. *CTE et système d'information territoriaux*. Collection colloque, CIRAD Montpellier

**Aubert Sigrid**, CIRAD TERA, La Réunion, anthropologue du droit (PADEF).

- Aubert S., Guilluy D., Piroux M., Saque C., Vanpouille M., 2002, *Diagnostic de l'agriculture du cirque de Cilaos en vue de la mise en œuvre d'un CTE « territoire »*, CAH, Chai de Cilaos, CIRAD, APR

- Babin D., Andriantsilavo F., Aubert S., Pechard G., Bourgeois C., Bechaux E., Ramanonjisoa Ranaivoson L., Joly H., 2001, *Methods of rapid appraisal for in-intu management of genetic resources : a malagasy tools*, Genetic Selection Evolution, n°33, suppl. 1, pp. 513-535

**Cherubini Bernard**, anthropologue, Université de la Réunion.

**Chouteau Anne Dominique**, étudiante DEA anthropologie, Réunion)

**Fusillier Jean Louis**, CIRAD TERA, La Réunion, économiste (PADEF).

**Martignac Cécile**, CIRAD TERA, La Réunion, géographe (PADEF).

**Pouzet Denis**, CIRAD CA, La Réunion, agronome (pôle canne à sucre).

- Pouzet, D., Chabalier, P.-F., Legier, P., Decembre 1997. Diagnostic de fertilité des sols et conseil en fertilisation des principales cultures réunionnaises. Agriculture & Développement, N° 16, 20 p., ISSN 1249-9951.

Pouzet, D., Chabalier, P.-F., Legier, P., Avril 1998. Fertilité des sols et conseil en fertilisation. Système expert d'interprétation des analyses chimiques des sols réunionnais. Documents de travail du CIRAD-CA N° 1-98, 97 p.

**Saint Macary Hervé**, CIRAD CA, La Réunion, agronome (PADEF).

- Saint Macary, H. Montange, D. (2001). Support mission to Development Oriented Research in Agricultural Systems. Urban waste composting and agroindustrial waste processing. Mission to Thailand. 12-20 september 2001, Cirad-ca, 6p.

**Saqué Carine**, CIRAD TERA, La Réunion, agro-économiste (PADEF).

### **Guadeloupe**

**Bonin Muriel**, CIRAD TERA, agronome et géographe.

- Bonin M., 2001. Nouvelles fonctions de l'agriculture et dynamiques d'exploitations. Une analyse chorématique dans les Monts d'Ardèche. *Mappemonde*, n°62, pp.11-16.

- Bonin M., Lajarge R., Roux E., 2000. Contributions méthodologiques pour l'évaluation des politiques publiques paysagères : application aux Parcs Naturels Régionaux. *In : Action paysagère et Acteurs territoriaux*, Géographie & territoires, Poitiers, GESTE n°1, pp.219-226.

**Bulteau Pierre**, GIE Agroservice, agro-économiste.

**Cattan Philippe**, CIRAD FLHOR, agronome

- Cattan P., Dulcire M. (en cours). Monoculture d'exportation et développement agricole durable : cas de la banane en Guadeloupe. Cahiers Agricultures, en cours.

**Dorel Marc**, CIRAD FLHOR, agronome

- Dorel M. 2000. Contrat Territoriaux d'Exploitation (CTE) pour les exploitations bananières de Guadeloupe : proposition pour une mesure «Bananeraie Pérenne d'Altitude ». FRUITROP, n°74, 6-7.



- Dorel M., Roger-Estrade J., Manichon H. Delvaux B. 2000. Porosity and soil water properties of Caribbean volcanic ash soils. *Soil Use and Management*. 16, 133-140

**Delcombel Elsa**, CIRAD TERA, agroéconomiste.

**Guillaume Patrice**, CIRAD CA, agronome

### **Depuis la métropole**

**Bonnal Philippe**, Agroéconomiste. CIRAD TERA, Montpellier

- Bonnal P, Losch B, Bainville S., 2000. Points de repères sur la multifonctionnalité de l'agriculture : les dimensions nationales et internationales du débat, in Actes du Séminaire multifonctionnalité de l'agriculture et mise en place de CTE dans les DOM organisé en Guadeloupe du 21 au 24 novembre 2000.

**Chia Eduardo**, INRA-SAD , laboratoire LISTO-D, Dijon,

- Chia E., 1997. Le bassin d'alimentation peut-il être un objet de gestion ? Le point de vue d'un économiste. *Cahiers Agricultures* n° 6: 97-105.

- Chia E., Defontaine J.P., 1999. Pratiques et dispositifs de recherches face à un problème d'environnement. *Nature Sciences Société*. vol.7, n°1, 31-41.

**Dulcire Michel**, CIRAD TERA, Agronome, Montpellier

- Dulcire M., Cattan P., 2002. The contribution of banana cultivation to sustainable development: analysis by system of activity. Communication au séminaire *Farming and Rural Systems Research and Extension*, Florence, 2002.